

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-101**

**Objet : Adoption d'un avenant au lot n°1 (sols sportifs) du marché n°2017-12 relatif à la construction d'un terrain de rugby synthétique avec éclairage et vestiaires**

**Le Maire de la commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°17-128 du 7 juillet 2017 portant attribution du marché relatif à la construction d'un terrain de rugby synthétique avec éclairage et vestiaires (Lot n° 1 : sols sportifs) à la société PARCS ET SPORTS IDF domiciliée route de Thiers sur Theve à PONTARME (60520),

**Vu** le projet d'avenant,

**Considérant** que l'exécution du marché cité en objet nécessite d'inclure des prestations supplémentaires,

**Décide :**

**Article 1 -** De signer l'avenant au marché n°2017-12 relatif à la construction d'un terrain de rugby synthétique avec éclairage et vestiaires (Lot n° 1 : sols sportifs) afin d'inclure des prestations supplémentaires.

**Article 2 -**

Le nouveau montant du marché se décompose comme suit :

Libellé	€ HT	€ TTC
Montant du marché initial	723 689,45	868 427,34
Montant de l'avenant n°1	14 979,65	17 975,58
Montant de l'avenant n°2	4 494,70	5 393,64
Nouveau montant du marché	743 163,80	891 796,56

**Article 3 -** Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4 -** La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5 -** Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 28 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 28 MAI 2019  
de la transmission en préfecture le : 28 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-102**

**Convention de mise à disposition du terrain honneur de football et des vestiaires du stade municipal, au profit du Football Club Orsay-Bures pour l'organisation d'un match de gala vétérans le samedi 8 juin 2019.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015, portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la demande de mise à disposition d'installations sportives émanant du Football Club Orsay-Bures pour l'organisation d'un match de gala vétérans,

***Décide :***

**Article 1** - De mettre gratuitement à disposition du FCOB le terrain honneur de football et les vestiaires du stade municipal, le samedi 8 juin 2019.

**Article 2** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Orsay, le 07 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
De la transmission en préfecture le : 07 MAI 2019

De la publication le : 07 MAI 2019

## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N°19-103

**Adoption de l'avenant n°1 au marché n°2016-07 relatif à la pose et à la dépose des décors lumineux de fin d'année**

**Le Maire de la Commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°16-128 du 22 juillet 2016 portant attribution du marché relatif à la pose et à la dépose des décors lumineux de fin d'année à la société SEIP domiciliée rue des Graviers – 91160 SAULX LES CHARTREUX,

**Vu** le projet d'avenant,

**Considérant** que l'exécution du marché cité en objet nécessite d'augmenter le montant maximum annuel,

**Décide :**

**Article 1** - De signer l'avenant n°1 au marché n°2016-07 relatif à la pose et à la dépose des décors lumineux de fin d'année pour prendre en compte l'augmentation du montant maximum annuel.

**Article 2** - Le nouveau montant du marché se décompose comme suit :

Libellé	€ HT	€ TTC
Montant maximum annuel du marché initial	100 000,00	120 000,00
Montant de l'avenant n°1	10 000,00	12 000,00
Nouveau montant maximum annuel du marché	110 000,00	132 000,00

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 07 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 07 MAI 2019  
de la transmission en préfecture le :

07 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-104**

**Adoption d'un marché n°2019-03D relatif à la maintenance d'un nettoyeur haute pression (EAU FROIDE) type HD 1050 B**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles R2123 du Code de la commande publique,

**Vu** la délibération n° 2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'offre présentée par le candidat à la collectivité,

**Considérant** que la société KARCHER SAS domiciliée 5 avenue des Coquelicots 94865 BONNEUIL SUR MARNE CEDEX a remis une offre qui répond aux besoins de la collectivité,

***Décide :***

**Article 1** - De signer le contrat n°2019-03D concernant la maintenance d'un nettoyeur haute pression (EAU FROIDE) type HD 1050 B situé sur le stade nautique d'Orsay pour un montant forfaitaire annuel de 501,00 € HT soit 601,20 € TTC.

**Article 2** - Le marché prend effet à sa date de notification pour une durée d'un an.

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent marché sont inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 07 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 07 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-105**

**Convention de partenariat avec l'association Collectif Essonne danse portant sur l'organisation des Rencontres Essonne danse 2019.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 78 du décret n°216-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015, portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°19-62 autorisant le Maire à signer un contrat de cession avec la compagnie X-press pour une représentation du spectacle Parallèles en partenariat avec l'association Collectif Essonne danse,

**Considérant** le souhait de la commune d'Orsay d'organiser une programmation de spectacles et ateliers à l'intention du grand public à l'occasion du festival « *Et si on dansait ?* » en mars 2019,

**Considérant** le souhait de la Commune d'inscrire ce festival dans le cadre plus large des Rencontres Essonne danse en partenariat avec l'association Collectif Essonne danse,

***Décide :***

**Article 1** – La présente décision abroge la décision n° 18-135 du 9 juillet 2018.

**Article 2** - De signer la convention de partenariat avec l'association Collectif Essonne danse portant sur l'organisation des rencontres Essonne danse.

**Article 3** - Le montant total de la dépense s'élève à 1 500 € HT. Cette somme est inscrite au budget 2019 de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et sera affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 07 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseil départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu

De sa publication le : 07 MAI 2019

## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N° 19-106

**Convention de formation passée avec le Centre d'Etudes et de Recherches pour la Petite Enfance (CERPE) 52, rue Charles Tillon – 93300 AUBERVILLIERS.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre à un agent du service jeune enfant, une formation sur le thème «L'enfant turbulent, hyperactif, difficile, passif»,

**Considérant** le projet de convention établi par le Centre d'Etudes et de Recherches pour la Petite Enfance (CERPE) 52, rue Charles Tillon – 93300 AUBERVILLIERS,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec le CERPE.

**Article 2** - La formation se déroulera du 3 au 4 juin 2019 inclus à Paris.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 330 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **10 MAI 2019**.

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **10 MAI 2019**



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-107**

**Convention relative au recyclage annuel de la formation PSE1 pour les éducateurs sportifs du stade nautique d'Orsay**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** la convention émanant du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Essonne pour le recyclage annuel de la formation PSE1 pour les éducateurs sportifs du stade nautique d'Orsay,

**Considérant** la nécessité d'établir une convention afin de déterminer les obligations de chacune des parties,

***Décide :***

**Article 1** - La formation aura lieu le lundi 17 juin 2019 pour une durée de 6 heures.

**Article 2** – La formation de maintien des acquis objet de la convention est dispensée à titre gratuit.

**Article 3** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 4** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Fait à Orsay, le 19 0 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifie exécutoire, compte tenu  
De la publication le : 19 0 MAI 2019  
De la transmission en préfecture 19 0 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-108**

**Objet** : Convention avec GIV ASSOCIATION à l'occasion du festival « Street Art Paradise » organisé par le service Jeunesse.

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code des marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune d'Orsay de proposer une animation de réalité dans le cadre du festival « Street Art Paradise» le 18 mai 2019,

**Considérant** que GIV ASSOCIATION propose une prestation correspondante,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention avec GIV ASSOCIATION, domiciliée 47, voie des Postes à La Ville du Bois (91620).

**Article 2** - La convention précise les conditions administratives (horaires d'intervention, le lieu de l'intervention, les conditions d'annulation de la prestation, etc) ainsi que les conditions financières).

**Article 3** - Le montant de la prestation est fixé à 600 euros TTC.

**Article 4** - Les crédits nécessaires au règlement de la prestation sont inscrits au budget de la commune

**Article 5** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 6** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 10 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

A blue ink signature is written over a circular official stamp of the Municipality of Orsay. The stamp contains the text 'MAIRIE D'ORSAY' and '91620'. The signature is a cursive scribble in blue ink.

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 10 MAI 2019



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-109**

**Dispositif prévisionnel de secours de l'association locale d'Orsay des secouristes français Croix blanche de l'Essonne dite cellule de réponse rapide au profit du service de la coordination événementielle de la commune d'Orsay**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015, portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** le projet de convention présenté par l'association locale d'Orsay des secouristes français Croix blanche de l'Essonne, relatif au dispositif prévisionnel de secours, au profit du service de la coordination événementielle de la commune d'Orsay,

**Considérant** que la commune souhaite avoir un dispositif prévisionnel de secours, dans le cadre du feu d'artifice du 13 juillet 2019 organisé par le service de la coordination événementielle de la commune d'Orsay,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention présentée par l'association locale d'Orsay des secouristes français Croix blanche de l'Essonne dite cellule de réponse rapide, relative à la mise à disposition d'un dispositif prévisionnel de secours dans le cadre du feu d'artifice du samedi 13 juillet 2019.

**Article 2** - Le dispositif prévisionnel de secours sera mis à disposition du service de la coordination événementielle de la commune d'Orsay le samedi 13 juillet 2019 durant le feu d'artifice.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 200 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **13 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
De la transmission en Préfecture le : **14 MAI 2019**

De la publication le : **14 MAI 2019**

## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N° 19-110

**Convention de mise à disposition de locaux au profit de Monsieur Armindo RIBEIRO, agissant au nom et pour le compte de la société en formation CHURRASQUEIRA DE MONDETOUR,**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** le Code civil,

**Vu** le Code du commerce,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015, portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la résolution du bail prononcée par ordonnance rendue par le Tribunal de Grande Instance d'Evry le 22 juin 2018,

**Considérant** la volonté de la commune d'Orsay de maintenir un commerce de bouche sur le quartier de Mondétour,

**Considérant** les deux candidatures reçues par la commune pour la reprise de ce local commercial,

**Considérant** le critère posé par la commune pour le futur bailleur : local exclusivement réservé à un commerce de bouche,

**Considérant** parmi les deux candidatures, que la candidature de Monsieur Armindo RIBEIRO agissant au nom et pour le compte de la société en formation CHURRASQUEIRA DE MONDETOUR, est présentée comme étant la seule activité à répondre au critère posé,

#### ***Décide :***

**Article 1** - De mettre à disposition de Monsieur Armindo RIBEIRO, agissant au nom et pour le compte de la société en formation CHURRASQUEIRA DE MONDETOUR, le local commercial situé 40 Boulevard de Mondétour à Orsay cadastré AV 776, pour l'exercice des activités suivantes : plats cuisinés, poulet grillé, vente à emporter.

**Article 2** - Un bail commercial sous seing privé est conclu entre les parties à cet effet. Ce bail est consenti pour une durée de 1 an à compter du 15 mai 2019 sous condition suspensive de sa reprise par ladite société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et au plus tard le 30 juin 2019.

**Article 3** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et sera affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 4** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

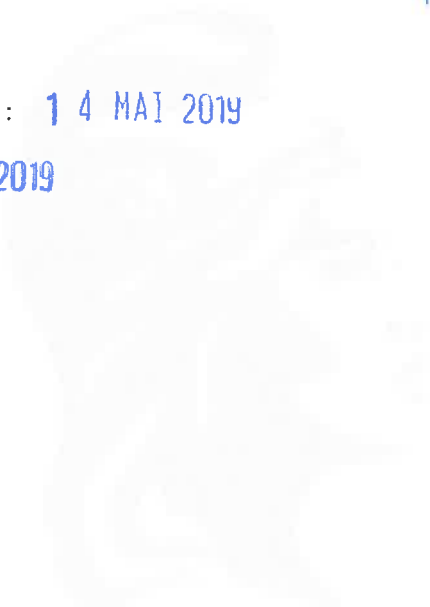
Fait à Orsay, le **13 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

The image shows a circular official seal of the Municipality of Orsay, Essonne. The seal contains the text 'MAIRIE D'ORSAY' at the top and 'ESSONNE' at the bottom. A blue ink signature is written over the seal.

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la transmission en préfecture le : **14 MAI 2019**

de la publication le : **14 MAI 2019**



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-111**

**Objet : Convention d'honoraires pour ester en justice**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** les instances introduites en référé et au fond, devant le tribunal administratif de Versailles par la société FREE concernant la décision d'opposition en date du 27 novembre 2018 à une déclaration préalable pour l'installation d'antennes relais,

**Vu** l'article 51 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, aux termes duquel l'avocat doit conclure par écrit avec son client une convention d'honoraires, qui précise, notamment, le montant ou le mode de détermination des honoraires couvrant les diligences prévisibles, ainsi que les divers frais et débours envisagés,

**Considérant** l'ordonnance du 27 février 2019 par laquelle le juge des référés a suspendu la décision litigieuse et a enjoint la ville à statuer de nouveau sur la déclaration préalable,

**Considérant** qu'il convient désormais de défendre ladite décision devant les juges du fond,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention d'honoraires proposée par Maître Sénéjean, domicilié 121 boulevard de Sébastopol – 75002 Paris, afin qu'il représente les intérêts de la commune.

**Article 2** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et sera affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **14 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la transmission en Préfecture le : **15 MAI 2019**

## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N° 19-112

**Convention de formation passée avec AGORES (Association Nationale des Responsables de la Restauration Territoriale) – Cuisine des saveurs - ZA du Pré-Poitiers 58000 NEVERS.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire participer deux agents de la restauration scolaire, au 33<sup>ème</sup> forum de la Restauration Publique Territoriale,

**Considérant** le projet de convention établi par AGORES (Association Nationale des Responsables de la Restauration Territoriale) – Cuisine des saveurs - ZA du Pré-Poitiers 58000 NEVERS,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec AGORES.

**Article 2** - La formation se déroulera du 5 au 7 juin 2019 à Saintes.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 1 170 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,

David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le :

21 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-113**

**Convention de formation passée avec l'association Pikler Loczy – 26, boulevard Brune – 75014 PARIS.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre à un agent du service jeune enfant, une formation sur le thème «faire d'un relais d'assistante maternelle (RAM) un vrai lieu d'accueil pour les enfants et d'échanges entre professionnels»,

**Considérant** le projet de convention établi par l'association Pikler Loczy – 26, boulevard Brune 75014 PARIS,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec l'association Pikler Loczy.

**Article 2** - La formation se déroulera du 7 au 9 octobre 2019 dans les locaux de Pikler Loczy.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 594 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **21 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,

David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le :

**21 MAI 2019**



## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N°19-114

**Objet : Adoption d'un avenant n°2 au marché n°2018-29 L1 relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis)**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°18-275 du 7 décembre 2018 portant attribution du marché relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis) au groupement POLYTAN / SLTE / SLAMCOURT dont le mandataire (POLYTAN) est domicilié chemin des vignes CS 29008 80094 AMIENS,

**Vu** le projet d'avenant,

**Considérant** que l'exécution du marché cité en objet nécessite de supprimer des prestations et d'inclure des prestations supplémentaires,

#### **Décide :**

**Article 1** - De signer l'avenant n°2 au marché n°2018-29 relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis).

#### **Article 2** -

Le nouveau montant du marché se décompose comme suit :

Libellé	€ HT	€ TTC
Montant du marché initial	473 949,34	568 739,21
Montant de l'avenant n° 1	6 555,42	7 866,50
Montant de l'avenant n°2	1 160,00	1 392,00
Nouveau montant du marché	481 664,76	577 997,71

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 21 MAI 2019  
de la transmission en préfecture le : 21 MAI 2019



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-115**

**Convention de mise à disposition des tennis de Mondétour, du club house de tennis et des vestiaires au profit de la Fédération Française d'Échecs (FFE) les samedi 8 et dimanche 9 juin 2019.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015, portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** la demande de mise à disposition d'installations sportives émanant de la FFE pour l'organisation du Championnat de France féminin d'Échecs rapides « Trophée Roza LALLEMAND ».

***Décide :***

**Article 1** - De mettre à disposition temporairement et gratuitement les tennis de Mondétour, le club house de tennis et les vestiaires au profit de la FFE les samedi 8 et dimanche 9 juin 2019 de 8h00 à 20h00.

**Article 2** - De s'engager à contribuer financièrement à l'organisation de ce championnat à hauteur de 6 000 €. Cette somme sera versée à la FFE avant le 31 août 2019.

**Article 3** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 4** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
De la transmission en Préfecture le : 21 MAI 2019

De la publication le : 21 MAI 2019

## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N°19-116

**Objet : Adoption d'un avenant n°3 au marché n°2018-29 L1 relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis)**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°18-275 du 7 décembre 2018 portant attribution du marché relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis) au groupement POLYTAN / SLTE / SLAMCOURT dont le mandataire (POLYTAN) est domicilié chemin des vignes CS 29008 80094 AMIENS,

**Vu** le projet d'avenant,

**Considérant** que l'exécution du marché cité en objet nécessite d'inclure des prestations supplémentaires,

#### **Décide :**

**Article 1** - De signer l'avenant n°3 au marché n°2018-29 relatif à la requalification de 6 courts de tennis extérieurs au club de tennis du centre (Lot n° 1 : Requalification des courts de tennis).

#### **Article 2** -

Le nouveau montant du marché se décompose comme suit :

Libellé	€ HT	€ TTC
Montant du marché initial	473 949,34	568 739,21
Montant de l'avenant n°1	6 555,42	7 866,50
Montant de l'avenant n°2	1 160,00	1 392,00
Montant de l'avenant n°3	6 262,80	7 515,36
Nouveau montant du marché	487 927,56	585 513,07

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **21 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **21 MAI 2019**  
de la transmission en préfecture le : **21 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-117**

**Objet : Adoption du marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 1 : Activités d'éveil et de premier âge pour des enfants âgés de 0 à 3 ans)**

**Le Maire de la Commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'avis d'appel public à la concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com sous la référence n°3282984 et sur le BOAMP sous la référence 18-111804,

**Vu** les offres proposées à la collectivité par les différents candidats,

**Considérant** que la société WESCO domicilié Route de Cholet à CERIZAY (79141) a remis l'offre économiquement la plus avantageuse,

**Décide :**

**Article 1** - De signer le marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 1 : Activités d'éveil et de premier âge pour des enfants âgés de 0 à 3 ans). Le marché est à bons de commandes avec un maximum de 15 500 € HT.

**Article 2** – Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an.

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication

Fait à Orsay, le **21 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **21 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-118**

**Objet : Adoption du marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 2 : Jeux d'imitation et de construction)**

**Le Maire de la Commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'avis d'appel public à la concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com sous la référence n°3282984 et sur le BOAMP sous la référence 18-11180,

**Vu** les offres proposées à la collectivité par les différents candidats,

**Considérant** que la société WESCO domicilié Route de Cholet à CERIZAY (79 141) a remis l'offre économiquement la plus avantageuse,

**Décide :**

**Article 1** - De signer le marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 2 : Jeux d'imitation et de construction). Le marché est à bons de commandes avec un maximum de 27 000 € HT.

**Article 2** – Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an.

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication

Fait à Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 21 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-119**

**Objet : Adoption du marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 3 : Jeux de motricité fine et activités sensorielles)**

**Le Maire de la Commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'avis d'appel public à la concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com sous la référence n°3282984 et sur le BOAMP sous la référence 18-111804,

**Vu** les offres proposées à la collectivité par les différents candidats,

**Considérant** que la société WESCO domicilié Route de Cholet à CERIZAY (79141) a remis l'offre économiquement la plus avantageuse,

**Décide :**

**Article 1** - De signer le marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 3 : Jeux de motricité fine et activités sensorielles). Le marché est à bons de commandes avec un maximum de 15 500 € HT.

**Article 2** – Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an.

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication

Fait à Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 21 MAI 2019



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-120**

**Objet : Adoption du marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 4 : Jeux et activités sportives)**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'avis d'appel public à la concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com sous la référence n°3282984 et sur le BOAMP sous la référence 18-111804,

**Vu** les offres proposées à la collectivité par les différents candidats,

**Considérant** que la société WESCO domicilié Route de Cholet à CERIZAY (79141) a remis l'offre économiquement la plus avantageuse,

***Décide :***

**Article 1** - De signer le marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 4 : Jeux et activités sportives). Le marché est à bons de commandes avec un maximum de 9 000€ HT.

**Article 2** – Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an.

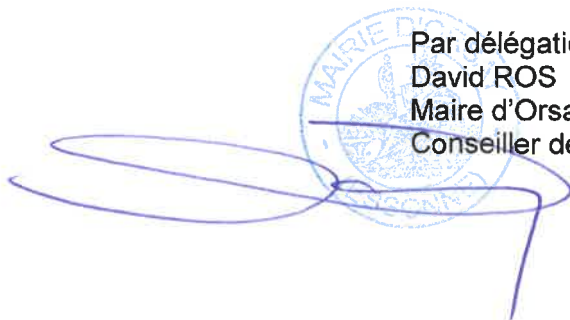
**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication

Fait à Orsay, le **2 1 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **2 1 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N°19-121**

**Objet : Adoption du marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 5 : Jeux de société et de stratégie)**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 4 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 27, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** l'avis d'appel public à la concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com sous la référence n°3282984 et sur le BOAMP sous la référence 18-111804,

**Vu** l'offre proposée à la collectivité par un candidat,

**Considérant** que la société DICTACTO domicilié 19 rue Albert 1<sup>er</sup> à CHOISY LE ROI (94600) a remis une offre économiquement avantageuse,

***Décide :***

**Article 1** - De signer le marché 2018-19 relatif à la fourniture de jeux et jouets (Lot n° 5 : Jeux de société et de stratégie). Le marché est à bons de commandes avec un maximum de 6 500 € HT.

**Article 2** – Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période d'un an. Il pourra être reconduit 2 fois par période d'un an.

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 21 MAI 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 21 MAI 2019

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-122**

**Convention de formation passée avec Berger-Levrault – 64. Rue Jean Rostand – 31670 LABEGE.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre aux gestionnaires RH, une formation sur le logiciel paie,

**Considérant** le projet de convention établi par Berger-Levrault – 64. Rue Jean Rostand – 31670 LABEGE,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec Berger-Levrault.

**Article 2** - La formation se déroulera les 24 juin après-midi et 25 juin matin 2019 dans nos locaux.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 1 100 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **27 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **27 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-123**

**Convention de formation passée avec l'Association Jeunesse & Avenir – 35, rue Saint Georges - 75009 PARIS.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre à un agent du service Jeunesse, un recyclage du Brevet de surveillant de baignade,

**Considérant** le projet de convention établi par– 35, rue Saint Georges - 75009 PARIS,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec l'Association Jeunesse & Avenir.

**Article 2** - La formation se déroulera le 15 juin 2019 à Paris.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 170 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **28 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **28 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-124**

**Convention de formation passée avec REDA FORMATION – ZA La Marinière – 22, rue Gutenberg – 91070 BONDOUFLE.**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre à trois agents, une formation sur le thème «CACES R 389 cat 3»,

**Considérant** le projet de convention établi par REDA FORMATION – ZA La Marinière – 22, rue Gutenberg – 91070 BONDOUFLE,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec REDA FORMATION.

**Article 2** - La formation se déroulera du 3 au 5 juin 2019 dans les locaux de REDA FORMATION.

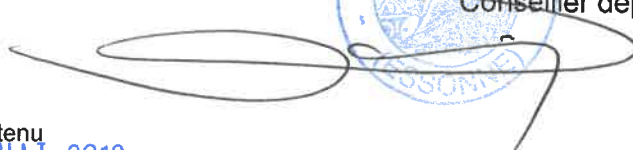
**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 1 728 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 de la Cour de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **28 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



A blue circular official stamp of the Mayor of Orsay is partially visible behind the signature. The stamp contains the text 'MAIRIE D'ORSAY' and '91070 BONDOUFLE'.

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **28 MAI 2019**

**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-125**

**Convention de formation passée avec la Fédération des Secouristes Français Croix Blanche chez Monsieur Walter Henry – 14, rue des Eteules – 91540 MENNECY**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire suivre à dix agents, une formation sur le thème «Prévention secours civique niveau 1»,

**Considérant** le projet de convention établi par la Fédération des Secouristes Français Croix Blanche chez Monsieur Walter Henry – 14, rue des Eteules – 91540 MENNECY,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec la Fédération des Secouristes Français Croix Blanche.

**Article 2** - La formation se déroulera les 17 et 24 juin 2019 dans nos locaux.

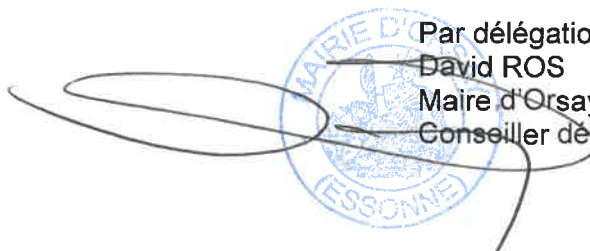
**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 610 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 de la Cour de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **28 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **28 MAI 2019**



## COMMUNE D'ORSAY

### DECISION N°19-126

**Adoption de l'avenant n°1 au marché n°2015-10 relatif à la location, la pose et la dépose de décors lumineux pour les fêtes de fin d'année (Lot 1 : Location)**

**Le Maire de la Commune d'Orsay,**

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Vu** la décision n°15-130 du 8 juillet 2015 portant attribution du marché n°2015-10 relatif à la location, la pose et la dépose de décors lumineux pour les fêtes de fin d'année (Lot 1 : Location) à la société BLACHERE ILLUMINATION domiciliée Zone Industrielle à APT (84400),

**Vu** le projet d'avenant,

**Considérant** que l'exécution du marché cité en objet nécessite d'augmenter le montant maximum annuel,

**Décide :**

**Article 1** - De signer l'avenant n°1 au marché n°2015-10 relatif à la location, la pose et la dépose de décors lumineux pour les fêtes de fin d'année (Lot 1 : Location) pour prendre en compte l'augmentation du montant maximum annuel.

**Article 2** - Le nouveau montant du marché se décompose comme suit :

Libellé	€ HT	€ TTC
Montant maximum annuel du marché initial	80 000,00	96 000,00
Montant de l'avenant n°1	8 000,00	9 600,00
Nouveau montant maximum annuel du marché	88 000,00	105 600,00

**Article 3** - Les crédits nécessaires au règlement des prestations objet du présent avenant seront inscrits au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le **28 MAI 2019**

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne

Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : **28 MAI 2019**  
de la transmission en préfecture le : **28 MAI 2019**



**COMMUNE D'ORSAY**

**DECISION N° 19-127**

**Convention de partenariat passée avec l'association XTREM NATURE BOOT CAMP –  
10, rue Cami de la Garelle – 34560 MONTBAZIN**

***Le Maire de la commune d'Orsay,***

**Vu** l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les articles 27 et 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

**Vu** la loi n°2007-209 relative à la formation dans la fonction publique territoriale du 19 février 2007,

**Vu** la délibération n°2015-126 du 9 décembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,

**Considérant** le souhait de la commune de faire participer l'ensemble des agents de la restauration scolaire à une journée pédagogique sous la forme d'un «stage commando»,

**Considérant** le projet de convention établi par l'association XTREM NATURE BOOT CAMP – 10, Cami de la Garelle – 34560 MONTBAZIN,

***Décide :***

**Article 1** - De signer la convention de formation avec l'association XTREM NATURE BOOT CAMP.

**Article 2** - La journée pédagogique se déroulera le 3 juillet 2019 au château du Val de Saint Germain en Laye.

**Article 3** - Le montant de la dépense s'élève à 1 216 € TTC et est inscrit au budget de la commune.

**Article 4** - La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion et affichée conformément aux dispositions prévues par la loi du 2 mars 1982 modifiée.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Orsay, le 05 JUIN 2019

Par délégation du Conseil municipal,  
David ROS  
Maire d'Orsay  
Conseiller départemental de l'Essonne



Certifié exécutoire, compte tenu  
de la publication le : 05 JUIN 2019